Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1590

Artikel: La politique du dimanche
Autor: Danesi, Marco
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1019030

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les socialistes ont oublié les «petites gens»

L'électorat de condition modeste boude le parti socialiste. Il est temps de renforcer la solidarité avec les classes ouvrières qui souffrent des mutations sociales et économiques en cours.

L'élection au Conseil fédéral du leader de la droite populiste a réouvert le débat sur la participation des socialistes au gouvernement. Mais ce débat ne doit pas occulter un problème beaucoup plus aigu, révélé par l'enquête de l'institut GfS sur le profil sociologique de l'électorat suisse (cf. *DP* n°1588). Si l'on prend en compte le niveau de formation et de revenus, l'UDC est le parti des gens modestes, au contraire des partis socialiste et radical.

On se rappelle que des observations identiques ont été faites en France pour la droite, celle de Le Pen, et en Autriche au sujet de Haider. A gauche, on peut minimiser ces conclusions dérangeantes en affirmant qu'il est plus facile, face au malaise social des gens modestes, de surfer sur le ressentiment et la xénophobie plutôt que de remettre en question les rapports de force actuels. C'est vrai partiellement, en particulier pour la classe moyenne inférieure, les employés âgés menacés par le chômage et la baisse des retraites.

Mais globalement, le problème n'est pas aussi simple. Du fait de l'appartenance sociale de ses militants et de son électorat le plus actif, la gauche, et plus particulièrement le parti socialiste, privilégie naturellement la défense de la fonction publique (à ne pas confondre avec le service public) et les aspects de son programme qui relèvent de ce qu'on pourrait appeler la «gauche culturelle»: écologie, féminisme. Cela au détriment du volet social, la solidarité avec les classes populaires qui font les frais des mutations en cours.

Une posture *bcbg*

Médiatiquement, les socialistes appartiennent à l'establishment politique, tout en en constituant l'aile la plus ouverte, la plus généreuse. Cette posture «bcbg», affublée parfois d'un discours tiers-mondiste, ne peut tenir lieu d'engagement politique. Un engagement qui exige patience, continuité et réalisme, que ce soit dans la lutte contre le chômage, contre la dégradation des conditions de travail, la péjoration du régime des retraites, pour l'abaissement des coûts de l'assurance maladie, la construction de logements sociaux. Face aux sirènes blocheriennes, la construction d'une telle alternative est plus facile à affirmer qu'à réaliser; elle exige du temps, de l'humilité, de la réflexion. Mais le divorce actuel entre la gauche et l'essentiel des milieux populaires est inacceptable et aboutit à un renforcement de la droite populiste. *cb*

La politique du dimanche

C'était le jour du seigneur et du repos. Le dimanche est devenu celui de la politique. La parole s'exprime librement. La confidence délaisse le parler convenu, cette "langue de bois" trop imprégné de prudence et de collégialité. D'un dimanche à l'autre, on apprend que l'assurance maladie lorgne vers les nouvelles taxes sur le tabac au détriment de l'AVS, que le bâtiment court à sa perte au risque de milliers d'emplois ou que la vente de l'or de la Banque nationale pourrait échapper en partie aux cantons pour soulager l'AVS. Il y a toujours un journaliste pour écouter, sinon solliciter, et colporter l'opinion d'un conseiller fédéral, le credo d'un chef d'entreprise ou les résultats d'un sondage. Les médias soignent ainsi leur tirage et comptabilisent leurs parts de marché. Politiciens et décideurs de tout bord occupent le terrain et acculent les adversaires.

Les journaux dominicaux, *Sonntagsblick* et *Sonntagszeitung* en tête - la *NZZ am Sonntag* ne mange pas trop de ce pain-là et *Le Matin Dimanche* n'est pas toujours dans le secret des dieux souvent alémaniques - tournent à plein régime dans la béance du week-end. La sarabande médiatique s'auto-alimente jour après jour, jusqu'au prochain dimanche. Elle contamine les débats. L'effet d'annonce a ses vertus et porte toujours quelques fruits.

Le dimanche la politique devient l'art de l'improbable. Bien plus excitant que le possible ordinaire; le consensus qu'il faut composer et recomposer loin des feux de la rampe. Mais le possible n'exclut pas l'improbable. L'action d'un parlement de milice intermittent, le travail discret des commissions, la lenteur parfois désespérante des institutions vont de pair avec la visibilité flatteuse des médias. On joue volontiers sur les deux tableaux. Quitte à le regretter quand les médias échappent au contrôle de ceux qui s'en servent, à l'image de la rancœur radicale à l'égard de la TSR.

Galvanisée par le dimanche, la politique sort désormais quotidiennement des palais. Elle trompe les lieux du pouvoir, sans les quitter. Elle est parlementaire et extra-parlementaire, sept jours sur sept. Dans les pages des journaux ou sur les ondes, entre *Forum* sur la RSR et *Arena* sur SF1 et malgré le retrait de *Droit de cité* sur la TSR, on ne compte plus les déclarations fracassantes, les aveux embarrassants, les prévisions tonitruantes. Tout le monde s'y met. Groupes de pression et *think thank* s'en donnent à cœur joie. L'opinion publique, cette cible anonyme, devient le milieu où une idée encore impensable, peut germer avant d'infiltrer le politiquement correct. Le relèvement de l'âge de la retraite à soixante-sept, suggéré à haute voix par Pascal Couchepin, malgré le scandale, la mobilisation populaire et la défaite électorale des radicaux, gagne jour après jour sa légitimité et le droit d'infléchir l'agenda politique. Le tabou, transgressé via les médias, se banalise. On peut en parler. L'interdit est levé. Le dimanche, on s'adresse au souverain, sans détours. Car on peut tout lui dire. Comme dans une prière. *md*